

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**  
Affaire suivie par : OC  
Dossier n°2025-85-PC

Marseille, le

**2 JUIN 2025**

**Arrêté n°2025-85-PC fixant des prescriptions complémentaires à la société PRO A PRO  
DISTRIBUTION SUD applicables à son entrepôt couvert situé à Miramas**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône  
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement (applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021) ;

**VU** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2925 «accumulateurs électriques (ateliers de charge d')» ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°76-2004-A du 9 novembre 2005 autorisant la SAS LES FILS DE A. DOUMENGE à exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Miramas ;

**VU** le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2007 de la société LES FILS DE A. DOUMENGE relatif au changement de dénomination sociale de la société au profit de « PRO A PRO DISTRIBUTION SUD » ;

**VU** le dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 31 mai 2022, complété le 10 février 2025, relatif aux modifications des conditions d'exploitation de l'entrepôt ;

**VU** la demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510-2b jointe au dossier de porter à connaissance ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 31 mars 2025 ;

**VU** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005, la SAS LES FILS DE A. DOUMENGE est autorisée à exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Miramas ;

**CONSIDÉRANT** le changement de dénomination sociale de la société au profit de PRO A PRO DISTRIBUTION SUD depuis le 28 février 2007 ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier du 31 mai 2022, la société PRO A PRO DISTRIBUTION SUD a porté à la connaissance du préfet un projet de modification des conditions d'exploitation du site consistant en l'extension de l'entrepôt d'une surface de 327 m<sup>2</sup>, par la création d'une zone de transit de palettes finies de produits alimentaires surgelés au rez-de-chaussée et de bureaux administratifs au 1<sup>er</sup> étage ;

**CONSIDÉRANT** que la société souhaite également procéder au remplacement des groupes froids fonctionnant aux gaz R404A/R448A par un groupe de compresseurs fonctionnant au CO<sub>2</sub> ainsi que de la zone de stockage de produits frais par une extension de la zone d'expédition ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement et qu'elles ne présentent pas un caractère substantiel nécessitant une nouvelle autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que suite à la publication du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des ICPE, la société a sollicité le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510-2b pour son entrepôt ;

**CONSIDÉRANT** que la suppression des groupes froids et l'évolution de la nomenclature des ICPE modifient la situation administrative du site classé sous le régime de l'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à la société PRO A PRO DISTRIBUTION SUD afin de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 2005 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Exploitant titulaire de l'autorisation**

Les prescriptions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°76-2004-A du 9 novembre 2005 autorisant la SAS LES FILS DE A. DOUMENGE à exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Miramas, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société PRO A PRO DISTRIBUTION SUD, dont le siège social est à Montauban (82032) – 3 rue Voltaire, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Miramas (13140) – ZA Clésud – rue du Comte de la Pérouse, les installations détaillées dans les articles suivants.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté et celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°76-2004-A du 9 novembre 2005 susvisé en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

## Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°76-2004-A du 9 novembre 2005 ci-dessous sont modifiées et remplacées ou abrogées et remplacées par le présent arrêté comme suit :

Référence des articles de l'arrêté préfectoral n°76-2004-A du 9 novembre 2005 dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Référence des articles correspondants du présent arrêté et nature des modifications
Article 1.1.1	Modifié par l'article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation
Article 1.2.1	Modifié par l'article 3 – Liste des rubriques de la nomenclature

## Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°76-2004-A du 9 novembre 2005 relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée	Régime *
<b>1510-2b</b>	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Stockage de produits combustibles  96 944 m <sup>3</sup>	<b>E</b>
<b>2925-1</b>	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW <sup>(1)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	Local et installations de charge d'accumulateurs  115 kW	<b>D</b>
<b>4310</b>	Gaz inflammables catégorie 1 et 2.	Stockage de gaz inflammable  < 1 t	<b>NC</b>

<b>4320</b>	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Stockage d'aérosols < 15 t	<b>NC</b>
<b>4331</b>	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Stockage de liquides inflammables < 50 t	<b>NC</b>
<b>4510</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Stockage de produits dangereux pour l'environnement < 20 t	<b>NC</b>
<b>4511</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Stockage de produits dangereux pour l'environnement < 100 t	<b>NC</b>
<b>4755-1</b>	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole < 5 000 t	<b>NC</b>
<b>4755-2</b>	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %.	Stockage d'alcools de bouche d'origine agricole < 50 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>
<b>2663-2</b>	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.	Stockage de matières plastiques (rouleaux, films...) < 1 000 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>
<b>1532-2</b>	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Stockage de palettes vides < 1 000 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>
<b>1530-2</b>	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.	Stockage d'emballages ou matériaux < 1 000 m <sup>3</sup>	<b>NC</b>

\*E = enregistrement, D = déclaration, NC = non classé.

#### Article 4 – Sanctions

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.



## Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Miramas et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 6 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

## Article 7 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Istres,
- Le maire de Miramas,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

